

**Pour la construction
d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et
en Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et
de Guadeloupe.
Pour la reconstruction
de la IV^{ème}
Internationale.**

Journal communiste révolutionnaire (trotskyste)

— PARAIT TOUTES LES 2 SEMAINES —

SAMEDI 9 MAI 2015

1133

1 €

Hollande aux Caraïbes. Pour quels intérêts ?

François Hollande sera en Martinique le 9 mai et le 10 en Guadeloupe. En Martinique il présidera une rencontre sur le climat avec Letchimy et d'autres représentants de la Caraïbe dans le cadre de la préparation de la grande conférence internationale sur le climat prévue à Paris au mois de décembre prochain. Le 10 en Guadeloupe il inaugurera le "Mémorial Acte" ce grand et majestueux bâtiment consacré à l'histoire de la traite et de l'esclavage. Le 11 mai il sera à Cuba, le 12 il doit se rendre en Haïti.

Au moment où nous écrivons nous ne savons pas ce qu'Hollande va dire, mais nous savons ce qu'il est : le chef actuel de l'impérialisme français. Il défend avant tout les intérêts généraux de la classe dominante, la bourgeoisie française. C'est donc en serviteur politique de cette bourgeoisie qu'il agit en toutes circonstances. Faire du théâtre pour donner l'illusion à la population et aux différentes minorités qu'il prend à cœur tous leurs problèmes, c'est son job de serviteur en chef des intérêts de la bourgeoisie... Et rendre hommage aux exploités... du passé, c'est bien commode. Quant aux exploités du présent, les esclaves modernes que sont les travailleurs des Antilles et tous les autres, Hollande est leur ennemi. Toute sa politique est faite de somptueux cadeaux offerts aux patrons et de sacrifices pour les travailleurs et les classes populaires.

Il n'est pas plus l'ami du peuple haïtien ou cubain. L'impérialisme français en Caraïbes a une longue histoire passée faite de guerres de possession avec les autres grandes puissances européennes : l'Angleterre, la Hollande, l'Espagne qui ont fait de la Caraïbe pendant près de trois siècles un terrain d'affrontements sanglants pour accaparer les riches îles à sucre et à esclaves. Aujourd'hui, chaque impérialisme tente de garder un minimum d'influence sur "ses terres" d'Outre mer.

En Haïti, c'est surtout l'impérialisme américain qui contrôle la situation. Mais, en tant qu'ancienne puissance coloniale directe, la France a une grande part de responsabilité dans l'extrême pauvreté du pays. Après la victoire des esclaves révoltés et la constitution d'un état indépendant, la France a exigé d'énormes indemnités en menaçant de nouvelles guerres le peuple haïtien, voire de rétablir l'esclavage. Par la suite, la France a soutenu les pires dictatures dont celle des Duvalier. Hollande va tenter d'obtenir quelques contrats pour les entreprises françaises, et grappiller les miettes que voudront bien lui laisser les USA.

À Cuba, il va essayer aussi de signer quelques contrats avant que les USA qui ont commencé un rapprochement avec l'île de Fidel Castro, s'octroient la part la plus importante du gâteau.

En Guadeloupe et en Martinique il passera du temps à rassurer les patrons et les milieux d'affaires, mais là il a des serviteurs martiniquais et guadeloupéens directs et bien zélés comme relais pour faire le travail d'illusionnistes en direction la population. En Guadeloupe il y a Lurel et le PS qui dirigent maintenant les deux assemblées. En Martinique, le PPM, le MIM et autre "camp, des patriotes" sont assez proches du PS pour faire le sale boulot sur place. C'est-à-dire, soutenir les milieux d'affaires, les riches békés et autres noirs riches, et prêcher aux travailleurs, aux chômeurs, aux pauvres la patience et l'acceptation des sacrifices ainsi que celle de leur propre exploitation. En échange, les élus de la Martinique auront la CTM (Collectivité territoriale de Martinique) qui sera mise en place après les élections de décembre prochain mais qui ne changera absolument rien au sort des exploités, des chômeurs, des pauvres.

Voilà donc comment les serviteurs politiques de la bourgeoisie jettent de la poudre aux yeux des peuples. Mais ces derniers trouvent toujours le moment où ils réagissent et balaièrent tous ces gens et leur cinéma qui ne changent rien à leur sort. Le problème n'est pas de savoir s'ils le feront, mais quand ils le feront, aussi bien aux petites Antilles que dans les grandes Antilles en Haïti ou à Cuba.

Guadeloupe

A propos du «Mémorial Acte»

Le "Mémorial Acte" est un grand et très beau bâtiment érigé à Pointe-à-Pitre dans le quartier dit du "carénage" face à la mer. Il sera un centre caribéen d'expression de la mémoire de la traite et de l'esclavage. Il rappellera à tous que des millions d'Africains ont été jetés dans les cales des navires négriers pendant près de trois siècles, puis vendus sur les marchés d'esclaves des États Unis, des Antilles, de l'Amérique latine en particulier du Brésil. Ces esclaves sont les ancêtres des peuples noirs des Amériques, de toutes les Amériques.

Il sera inauguré par François Hollande le 10 mai, journée de commémoration de l'esclavage en France, en présence de certains chefs d'état africains et de la Caraïbe.

Depuis plusieurs mois, on assiste à des polémiques interminables autour de ce bâtiment, venant de la droite locale, mais aussi d'un certain nombre d'organisations, et de personnalités, nationalistes ou pas.

Le bâtiment aurait coûté trop cher (83 millions d'euros), son entretien devrait aussi coûter trop cher, c'est ce qu'à dit Marie Luce Penchard, ex ministre UMP de l'Outre mer.

Certaines personnes enfourchent aussi ce même cheval de bataille.

D'autres personnalités critiquent par jalousie tout simplement parce qu'elles n'ont pas été contactées ni associées au projet.

Toutes ces critiques sont stupides. Pour une fois qu'un grand projet est associé à l'histoire de la traite et de l'esclavage des Noirs, elles sont bien mal venues. Que ce soit le projet initial de Luc Reinette et de Lurel, qu'importe !

Reinette et le CIPN (Comité international des peuples noirs) et d'autres nationalistes refusent de participer à l'inauguration parce que Lurel s'oppose aux réparations réclamées pour les peuples issus de l'histoire esclavagiste. Mais la question des réparations est un autre problème ! Soit dit en passant,



à Combat Ouvrier nous ne sommes pas favorables aux réparations ! D'une part, parce que le coût de ces réparations est incommensurable. D'autre part, parce que c'est la lutte des exploités noirs et de toutes les sociétés débarrassées du capitalisme, qui permettra de récupérer tout ce qui a été volé, pillé par les classes dominantes, en particulier la bourgeoisie. Et les travailleurs, ces esclaves modernes, devront récupérer toutes les richesses accumulées sur leur sang et leur sueur au profit d'un minorité d'exploiteurs. Une fois récupérées, ces richesses seront utilisées pour satisfaire les besoins de la majorité de l'humanité.

Certes, les chefs d'état africains ou de la Caraïbe, Lurel lui même et Hollande qui seront tous là pour l'inauguration sont les défenseurs d'un système social et politique capitaliste qui dans le passé a organisé l'esclavage pour son accumulation primitive de richesses. Ils ne sont certes pas les mieux placés, loin s'en faut, pour incarner le souvenir et l'histoire de l'esclavage. Mais il faut dissocier le Mémorial Acte de ce que sont ces dirigeants. Trois siècles de traite et d'esclavage, des millions d'hommes déportés d'Afrique vers les Amériques, des millions d'autres victimes d'un véritable génocide victimes du système esclavagiste et ses horreurs, méritent bien enfin ce mémorial. Comme le mérite la formidable révolution victorieuse des esclaves d'Haïti qui ont vaincu les meilleures armées napoléoniennes, ont arraché leur indépendance et éradiqué l'esclavage.

S'il peut servir à éclairer les générations présentes et futures sur ce qu'a été l'esclavage des Noirs, c'est une bonne chose. Et qu'on ne nous dise pas que l'on parle trop de l'esclavage. On n'en parle pas assez au contraire. On ne connaît pas suffisamment son histoire, celle des révoltes incessantes par exemple. Elle n'est pas suffisamment enseignée à l'école. Des épisodes d'une importance considérable ne sont pas connus de la population, comme les grandes révoltes des esclaves de Martinique, de Guadeloupe, d'Haïti. Le pouvoir colonial a toujours voulu masquer voire interdire l'histoire de l'esclavage. Et le colonialisme a tellement bien réussi à aliéner les esprits que pas plus tard qu'il y a deux ans en Guadeloupe, une proviseure de lycée, noire, guadeloupéenne, interdisait aux élèves d'aller voir le film " 12 years a slave" sous prétexte que cela pourrait entraîner des violences contre les Blancs !!!!

Aujourd'hui, la traite et l'esclavage ne sont pratiquement pas enseignés à l'école et au lycée.

Il ne s'agit pas là de donner dans un quelconque dolorisme masochiste éternel mais d'enrichir la connaissance de l'histoire pour mieux comprendre le présent, les mœurs et la psychologie des peuples africains et antillais d'aujourd'hui.

Voilà pourquoi nous pensons que quel qu'ait été le coût du Mémorial Acte il est important qu'un tel lieu existe et rayonne à travers la Caraïbe, l'Afrique et le monde.

CTM : Alfred Marie-Jeanne «Dis-moi qui tu défends... !».

La coalition «Gran Sanblé» ou «le camp des patriotes» composée du CNCP, de Martinique Écologie, du MIM, du PALIMA, du PCM et du RDM s'est réunie à Rivière-Salée le dimanche 26 avril 2015 dans le cadre de la campagne électorale pour la mise en place de la CTM (Collectivité Territoriale de Martinique) en décembre 2015. Il s'agissait pour les dirigeants de marquer des points après le dernier rassemblement du camp opposé autour de Serge Letchimy du PPM. Si certains travailleurs nourrissaient encore des illusions sur l'orientation et le positionnement des membres de cette coalition, le Parti Communiste Martiniquais compris, après le discours de Marie-Jeanne, chef de file de «mouvements politiques qu'il a l'honneur de représenter», le doute n'était plus permis.

Pour que les choses soient claires, pour qu'il n'y ait aucune ambiguïté, Marie-Jeanne s'est exprimé dans un texte-programme qu'il a lu et qui avait tout l'air d'un «copier-coller» d'un discours de Sarkozy ou de Hollande et dans lequel il est question de : «Maîtriser les finances publiques», «monde contraint budgétairement», «discipline, rigueur». Ça, c'était pour la population laborieuse. En revanche, les patrons, pudiquement qualifiés d'«investisseurs martiniquais et internationaux», ont dû boire du petit lait. En effet, à côté des attelages de Letchimy «Ensemble Pour une Martinique Nouvelle» (EPMN) et de Monplaisir (UMP, FMP, etc.), ce troisième groupe mené par Marie-Jeanne est venu se prosterner à leurs pieds avec ses offres de service et pour gagner le titre de serviteurs agréés. Marie-Jeanne a en effet mis un point d'honneur à lever toutes leurs craintes et à les rassurer.

Dans la «fusée» de Marie-Jeanne qui est appelée à se mettre sur orbite, il a réservé une place de choix aux patrons. Tout au long du «message», il a multiplié les signes et les engagements dans leur direction, en «lançant un appel solennel aux investisseurs martiniquais, en leur demandant d'accompagner les initiatives publiques, d'investir en Martinique», en déclarant que cette «Collectivité Territoriale de Martinique», qu'il espère présider, sera à leur service pour leur garantir «un cadre propice à l'investissement», en promettant de «créer des pôles fédérateurs alliant entreprises et universités, fondations d'entreprises et financements publics, le but étant de créer la masse critique nécessaire pour attirer chercheurs et investisseurs martiniquais et internationaux, un vrai partenariat financier avec les acteurs privés».

Marie-Jeanne et ses alliés ne s'obligent qu'à une chose : «trouver des formules innovantes pour le financement d'activités... créatrices d'emplois».

Ce qui a dû également beaucoup plaire aux patrons, et qui doit par voie de conséquence inciter les travailleurs à se démarquer clairement de ses propositions, c'est sa plaidoirie «pour être dans une relation apaisée à l'intérieur de l'entreprise», préconisant la présence de «salariés dans les conseils d'administration», pour «installer la confiance et faire en sorte que l'entreprise soit le lieu de la création collective de richesses ; constitue une pierre à la réflexion que nous devons ensemble mener sur le dialogue social». En d'autres termes Marie-Jeanne et ses alliés reprennent à leur compte une idée de Camille Darsières qui prêchait à l'époque pour «la paix sociale». Dit autrement, plus de grèves, plus de revendications, plus de blocages..., tout cela dans le but

de «produire plus compétitif et attirer des investisseurs privés». C'est très exactement le même discours qu'il avait tenu lors du mouvement de février-mars 2009, préférant lâcher les dizaines de milliers de travailleurs qui manifestaient contre la vie chère.

A Rivière-Salée, Marie-Jeanne et ses alliés ont tenu un discours que ne renierait pas Macron, le ministre de l'économie de Hollande.

En revanche, pas un mot sur les entreprises qui font des profits faramineux et qui continuent de licencier des salariés tout en bénéficiant de subventions et d'exonérations de charges, pas un mot sur les salaires et pensions bloqués, pas un mot de soutien aux différents salariés qui sont en lutte depuis des semaines, voire des mois, pas un mot sur la crise capitaliste qui précipite chaque jour des milliers de travailleurs dans la misère et la dépression, pas un mot pour condamner les attaques du Medef pour remettre en cause le Code du travail, et en particulier le Contrat à Durée Indéterminée (CDI), pas un mot pour condamner la politique du gouvernement Hollande-Valls.

La fraction des serviteurs politiques de la bourgeoisie menée par Marie-Jeanne se moque de combattre le chômage et la misère. Elle n'a pas l'intention de toucher aux super-profits des Hayot, De Reynal, Parfait, etc., pour créer des emplois. Elle l'a dit clairement lors des discours prononcés le 26 avril dernier. «On croit se battre pour la patrie, on meurt pour des industriels ! » a écrit Anatole France. Marie-Jeanne et ses alliés proposent de se battre pour la patrie Martinique. Mais les travailleurs n'ont pas à se battre pour faire prospérer les richesses des patrons «martiniquais et internationaux».

Succès du 1^{er} mai 2015

Cette année le 1^{er} mai s'est déroulé dans la commune de Sainte Rose et a réuni près de 3 000 travailleurs. C'était un 1^{er} mai unitaire à l'appel de 11 organisations syndicales : CFTC, CGTG, FAEN/SNCL, FO, FSU, SPEG, Solidaires, Sud-PTT GWA, UGTG, UIR- CFDT, et UNSA.

Le thème retenu pour cette année était : «**Travayè, Jenn, Chomè, Rêtrèté !**»

Ansanm-Ansanm ! Tous Unis contre l'exploitation capitaliste, la précarité, la casse des statuts et des Conventions Collectives. D'autres associations et organisations politiques ont participé également comme Combat Ouvrier, l'UPLG, le CIPPA, le PCG, les jeunes de Rebelle !, le «Collectif Ouest Sainte Rose et environs». Sainte Rose avait été choisie cette année car c'est une commune où il y a toujours eu des luttes des travailleurs et des agriculteurs et c'est aussi dans cette commune que des blancs créoles ont érigé une stèle à la mémoire des premiers colons à la Pointe Allègre. D'ailleurs le 29 mars, le LKP avait organisé une manifestation sur les lieux et la stèle a été détruite.

Les manifestants ont scandé des slogans contre la politique d'austérité du gouvernement, les licenciements, le chômage des jeunes, le patronat qui en demande toujours plus au gouvernement. Il s'agissait de dénoncer l'ANI, la loi Macron qui vise à casser les Conventions Collectives et démanteler le Code du Travail. Après avoir défilé dans les rues de Sainte-Rose, les principaux leaders syndicaux ont pris la parole tour à tour sur la place principale. Tous les intervenants ont insisté sur la dégradation de la situation des travailleurs, sur la hausse scandaleuse des prix du carburant, sur le problème de l'eau, et sur la nécessité pour les travailleurs et tout le petit peuple de passer à l'offensive.

Les militants de la CGTG se sont retrouvés à la fin de la manifestation pour déjeuner sur la plage des Amandiers et d'autres syndicats ont tenu un stand sur la place et vendaient des repas à emporter. Ce sont ceux qui étaient dans la rue qui ont eu raison ce 1^{er} mai 2015 de dire leur opposition à la dégradation de leurs conditions de travail et des attaques venant du patronat et du gouvernement.

La révolte des Noirs de Baltimore contre les crimes racistes de la police



Baltimore

Des émeutes ont éclaté il y a plusieurs jours dans la ville de Baltimore aux États-Unis et des manifestations de protestation ont eu lieu dans plusieurs villes contre le racisme et l'assassinat d'un Noir par des policiers blancs.

Le 12 avril à Baltimore, un Noir, Freddie Gray a été violemment interpellé par des policiers. Les mains menottées dans le dos, les pieds entravés, Freddie Gray a été jeté à l'arrière d'une camionnette de la police de Baltimore sans ceinture de sécurité ni rien pour le maintenir en place. Puis le véhicule a roulé 42 minutes sur des routes endommagées, effectuant des tournants violents et des arrêts brusques, l'envoyant valdinguer contre les parois de la camionnette sans qu'il puisse se protéger avec ses bras ou ses jambes. C'est ce que la police de Baltimore appelle un rodéo. À la fin de ce parcours meurtrier, Freddie Gray était mourant, bien qu'il ait survécu encore une semaine avant de décéder. Sa moelle épinière était presque rompue, il avait trois vertèbres brisées

et son larynx était écrasé. Quelques jours après il décédait des suites de ses blessures. C'est la leçon que les flics donnent à des jeunes hommes, particulièrement aux Noirs qui ne se mettent pas au garde à vous devant eux. La mort de Freddie Gray a entraîné une nuit d'émeute à Baltimore. Le couvre-feu a été instauré pendant plusieurs jours. Puis des manifestations plus pacifiques se sont poursuivies pour réclamer l'arrestation des policiers. Le procureur a finalement fait interpellé et suspendre 6 policiers blancs dont certains sont directement responsables de la mort du Noir. Cette décision a été accueillie avec soulagement par la communauté noire, car dans plusieurs situations identiques les coupables ne sont pas condamnés. Des manifestations pour acclamer ces décisions se sont poursuivies à Baltimore. Elles traduisent aussi la misère des Noirs et leur exaspération contre les injustices racistes qui n'arrêtent pas.

Manifestation du 1^{er} mai à Fort-de-France

Plus de 1 000 travailleurs, à l'appel de la majorité des organisations syndicales, ont manifesté dans les rues de Fort-de-France pour dénoncer la politique du patronat en Martinique et du patronat en général, sauf Force Ouvrière qui avait décidé de manifester de son côté au Prêcheur. Avant le départ de la manifestation, les représentants des organisations syndicales ont dénoncé chacun à sa façon la politique du patronat et la complicité des élus locaux dont sont victimes les travailleurs. Les manifestants étaient principalement des travailleurs du commerce, du bâtiment, de l'agriculture, des enseignants, des agents des hôpitaux, de La Poste et France télécom, des

stations-service. Mais aussi des travailleurs qui ont mené dernièrement une grève, à savoir : les travailleurs de l'UFR, les municipaux, ceux de la fourrière du Lamentin ou de la société de transport Sotravom. Ainsi, durant la manifestation, on pouvait entendre des slogans, contre la politique antisociale de Hollande-Valls, ou contre la politique des élus locaux en faveur des capitalistes et des exploités. Par exemple «Hollande-Valls mèm patwon mèm komba. Nou papè, nou an lari-a. Élus politiques complices avec le patronat. Impo ka ôgmanté, loyékaillé ka ôgmanté, pri manjé-a ka ôgmanté, lé salère pou ôgmanté tou. Pou kombat le chomaj, pou ôgmanté lé salère, sé la lit ki ka konté».

A la fin du cortège il y avait une délégation de l'alliance pour le changement, regroupant le camp patriotique, avec leur banderole «Vive le premier mai». De même un cortège du PPM qui scandait timidement «Le 1^{er} mai, le PPM an lari-a épi lé travayè», même s'il ne prononce ce slogan qu'une fois par an, le 1^{er} mai. Quelques militants du PS étaient aussi regroupés, malgré la politique anti-ouvrière de Valls et Hollande... Combat Ouvrier a tenu un stand où les travailleurs pouvaient acheter notre presse ou différents livres retraçant l'histoire du mouvement ouvrier.

La manifestation s'est terminée par le chant de l'Internationale.

Avis aux lecteurs

Le journal ne paraîtra pas le samedi 23 mai. La prochaine parution sera donc celle du 6 juin. Nous nous en excusons auprès de nos lecteurs !

Le dialogue social version direction

Dernièrement le délégué syndical FO de la BNP-Guadeloupe est intervenu sur les ondes pour exprimer l'inquiétude des salariés face au projet de suppression de postes concocté par la direction. Ce projet touche la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique. Rappelons par ailleurs qu'il est prévu pour la Guadeloupe de supprimer 72 postes et de fermer une agence. La direction n'a pour l'heure rien communiqué sur ses véritables intentions, ce qui justifie amplement l'inquiétude des salariés et de leurs représentants syndicaux. Et quelle a été la réponse de cette direction de la banque après l'intervention du délégué FO sur

les ondes ? Adresser un avertissement au délégué estimant qu'il avait dévoilé des « informations confidentielles !! » et elle veut le sanctionner pour cela. La direction de la BNP ne dit rien aux salariés sur ses véritables intentions, ne leur donne aucune information, mais pire, elle estime qu'ils n'ont pas à se poser de questions et qu'ils doivent se laisser faire sans réagir. Encore une autre raison pour que les salariés se mettent en colère pour de bon et réclament, par des moyens adéquats, des comptes à leur direction car moins ils réagiront et plus la direction mettra en œuvre son plan scélérat qui n'est pas justifié.

Succès pour les grévistes de la Sainte Famille

Au Robert, les employés du centre socio-éducatif la Sainte Famille en grève depuis le 14 avril ont arrêté leur mouvement le 24 avril dernier. Ce centre comporte deux crèches et une maison d'enfants à caractère social (MECS) et compte environ 135 salariés. La grève initiée par des syndiqués à FO était suivie par environ 60% du personnel. Ces derniers réclamaient notamment la mise en

application d'un accord signé en 2014 sur une grille de salaire. Après 10 jours de grève, ils ont obtenu satisfaction sur leurs revendications : application de la convention nationale des acteurs du lien social et familial avec la réalisation d'un audit financier et mise en place d'un compte épargne-temps pour tous les agents.

51 salariés menacés de perdre leur emploi à l'hôtel Marouba

Les 51 salariés de l'hôtel Marouba Club sont désormais menacés de licenciement. En effet le 28 avril dernier, le procureur de la république et l'administrateur ont demandé la liquidation de la structure hôtelière du Carbet après six mois de redressement judiciaire. Comme d'autres hôtels, la société de gestion de l'hôtel Marouba (SGHM) se trouve fortement endettée notamment vis-à-vis de la caisse de sécurité sociale.

Sans réponse à l'appel d'offre à repreneur qu'il a lancé, le tribunal mixte de commerce devrait rendre sa décision le 12 mai prochain.

A la sortie de l'audience, le maire PPM du Carbet répondant à la presse s'est montré complè-

tement impuissant, se contentant de déclarer que la liquidation n'était pas encore prononcée et qu'il fallait donc espérer...

La réalité est que ces salariés risquent d'aller pointer à Pôle Emploi dans quelques jours après des années passées au service des patrons de cet hôtel.

Pourtant quelles que soient les bonnes (ou mauvaises) raisons avancées par la direction sur les difficultés de gestion, ce n'est pas à eux de payer la crise et les difficultés.

Ils n'ont pas encore dit leur dernier mot.

Mais en tout état de cause ils ont intérêt à compter sur leur propre force et la solidarité des leurs pour refuser d'être demain les victimes.

Écho des hôpitaux

CHU : L'HAS DANS LES MURS

La Haute autorité de la santé fait, en ce moment, son tour d'inspection dans l'hôpital pour vérifier la mise à jour de ses recommandations et distribuer, si besoin est, des bons points. Mais tout cela n'est qu'une vaste comédie.

Car comment peut-on vouloir exiger de bonnes pratiques de soins quand le budget des hôpitaux diminue alors que les besoins augmentent ? Quand, dans notre CHU, on crève de chaud faute de moyens pour renouveler le système de climatisation ? Quand il manque de tout, jusqu'à des franges pour laver le sol et assumer un minimum d'hygiène ?

Comment pourrait-on affirmer qu'il y a de bonnes pratiques de soins dans un hôpital ou tout est sale et décrépi ?

IFSI : DES AGENTS EN SOUFFRANCE

La guerre continue entre une ancienne direction qui refuse de céder la place et une nouvelle qui tient à prendre sa place ! Entre les deux, des agents qui ne savent à quels ordres obéir sans subir des mesures de rétorsion de l'une ou de l'autre partie. Pendant ce temps l'institut part à vau l'eau et les étudiants avec !

PNEUMOLOGIE : LA PASSOIRE !

Dans ce service, il y a partout des infiltrations d'eau. L'eau suinte de partout, et les flaques au sol sont un danger certain. Comme si cela ne suffisait pas, personnel et patients sont frigorifiés tellement il fait froid dans ce service. C'est le paradoxe ! Dans la plupart des services c'est la canicule, en pneumo c'est le congélateur et ... pas une couette pour les pauvres patients !

A GMC les ouvriers ont tenu tête au patron

En Haïti, les ouvriers de l'entreprise de textile Global Manufacturing Contractor (GMC) qui compte près de 1 500 travailleurs, hommes et femmes, ont mené une lutte durant les deux derniers mois pour la reconnaissance de leurs droits par le directeur Andy Apaid. Ce patron bénéficie de facilités sur le marché américain grâce à la Hope qui réserve des parts de marché aux entreprises haïtiennes qui entrent dans le « jeu de dialogue avec des représentants syndicaux des ouvriers ». Pour recevoir subventions et parts de marché, les patrons doivent montrer l'existence de syndicat et de l'amélioration des conditions de travail des ouvriers. Il leur suffit de quelques signatures, d'un syndicat patronal bidon et le tour est joué.

Mais cette fois à GMC, un groupe de travailleurs a décidé d'entrer dans cette brèche et de monter un syndicat qui soit du côté des ouvriers dans les luttes contre le patron. Ainsi le Synothag (syndicat des ouvriers du textile de GMC) a participé aux manifestations de décembre 2013 où pendant 3 jours les ouvriers ont paralysé la zone industrielle en réclamant une réévaluation du salaire journalier de 225 Gourdes (4,5€) à 500 Gourdes (10€). Le résultat a été le passage du salaire journalier à 250 Gourdes (5€), malgré les licenciements.

A GMC, Apaid fournit des commandes pour des entreprises américaines comme Guildan, Haines ou Corteze. Jusqu'alors il passait d'un commanditaire à l'autre sans problème, mais lors de la dernière commande, du fait de la loi Hope, avant de recevoir une subvention il était tenu de fournir un contrat de travail en bonne forme pour chaque ouvrier. Apaid a fait circuler des formulaires tout remplis en demandant aux ouvriers de signer en bas, « ils n'ont pas à le lire, c'est de la paperasse ». Des ouvriers se sont appuyés sur cette demande de contrat pour montrer qu'il y avait un changement de commanditaire avec un nouveau contrat et que l'ancien devait être soldé avec les soldes dus aux ouvriers. Le patron voulait faire signer les ouvriers sans leur accorder aucune prime de changement de contrat. Depuis le mois de mars les



ouvriers ont fait passer le mot de ne pas signer le contrat tant que les indemnités ne seraient pas garanties. Malgré les pressions les ouvriers ont tenu bon et les camarades de la Synothag sont intervenus pour soutenir ceux ou celles qui se mettaient en avant et étaient menacés par Apaid. Les ouvriers de chaque module (ligne de machine travaillant sur le même vêtement) ont désigné des représentants qui se réunissaient pour faire face aux intimidations du patron. Ils ont expliqué le contrat aux ouvriers, organisé des débrayages par module pour contrer le contremaître qui voulait faire signer de force. Ils ont accompagné des ouvrières convoquées à la direction pour empêcher leur licenciement.

Voyant qu'il ne pouvait pas passer en force, Apaid a proposé au début du mois d'avril des réunions avec le Synothag, le syndicat patronal et des médiateurs. Les ouvriers ont mandaté des représentants des modules dans le Synothag pour suivre les propositions. Les discussions n'ont rien donné.

Durant la semaine du 14 avril les ouvriers se sont mis en colère, notamment sur la question du salaire où ils se sentent lésés, et durant deux matins ils ont fait la grève, en restant devant la porte de l'entreprise et ont passé la matinée à distribuer des tracts et contacter d'autres ouvriers qui passaient. Pendant deux jours l'entreprise fut à l'arrêt. Apaid a réagi en licenciant onze membres du syndicat le 20 avril. Les ouvriers sont restés solidaires et durant la semaine ils ont fait la grève en réclamant la réintégration des licenciés pour reprendre le travail. Le slogan « nous rentrons avec eux devant nous » fut lancé. Malgré l'intervention des

nervis d'Apaid les ouvriers ont tenu une semaine et ont réussi à bloquer la route de l'aéroport qui longe l'entreprise et ne furent délogés que par la police. Dans ces actions, certains policiers prirent même la cause des ouvriers de GMC et refusèrent de les maltraiter. Le 27 mai Apaid a annoncé lors d'une réunion, que ce contrat ne sera pas appliqué et qu'un nouveau contrat sera proposé aux ouvriers. Le cas des licenciés sera étudié et des solutions individuelles seront trouvées. Les ouvriers ont repris le travail et un petit noyau de soutien est resté autour de la Synothag et des ouvriers licenciés.

Dans cette lutte, les ouvriers ont fait reculer Apaid qui ne pensait pas trouver une résistance en face de lui. Ils ont organisé autour des représentants de modules et des syndiqués de la Synothag un courant qui leur a montré qu'ils représentent une force et que cette force peut se préparer pour d'autres batailles. Ainsi le Premier mai, comme chaque année, les patrons de la zone industrielle ont fait pression sur les ouvriers pour qu'ils viennent travailler. Le gouvernement quant à lui a organisé la fête de l'agriculture et du travail autour du président Martelly et en a profité cette fois pour publier des listes de candidats aux élections à venir. Cette année des travailleurs ont tenu à marquer cette journée de lutte internationale des travailleurs. Ils étaient plus d'une centaine, dont les camarades de la Synothag de GMC, à défilé depuis la zone industrielle pour réclamer un salaire journalier de 500 Gourdes (10€) et montrer leur détermination à se battre pour faire aboutir leurs revendications.

Pawol a travaillé bannann

NON AUX HEURES SUPPLÉMENTAIRES IMPOSÉES ET NON PAYÉES !

Sur nombre de plantations, les patrons imposent de travailler au-delà de 13 heures. Or la durée légale de la journée de travail est de 7 heures (6h à 13h). Toutes les heures effectuées au-delà de 13h doivent donc être payées en heures supplémentaires.

Les J-L Buttel, L. Lignièrès, T. Demba, Poumaroux et bien d'autres qui imposent ces heures supplémentaires non payées ne mettront jamais fin à leur pwofitasyon si les camarades concernés ne

réagissent pas.

Il y en a qui refusent ces heures, il faut suivre leur exemple.

ACCIDENT DE TRAVAIL : VAUT MIEUX PRENDRE DES PRÉCAUTIONS !

Dernièrement sur une plantation, un camarade a eu un petit accident. Mais il ne l'a pas signalé à la direction estimant que ce n'était pas grave. Et si demain cela se complique ? Le camarade ne pourra pas se faire prendre en charge par la Sécurité sociale en accident de travail. Alors il vaut mieux signaler le moindre accident. Tant mieux s'il n'y a pas de suite.

S.A. BOIS DEBOUT : POURQUOI TOUT CE REMUE-MENAGE ?

Depuis quelque temps c'est un va et vient permanent sur la plantation ; les réunions succèdent aux réunions.

La direction est-elle en train de discuter, avec tous les gens qui profitent des fruits du travail des camarades, des moyens à mettre en œuvre pour la mise en place des préconisations de l'experte concernant les conditions de travail ?

Porto-Rico et Iles Vierges américaines, des chiffres révélateurs



Puerto-Rico, manifestation lors d'une grève en 2009

Ancienne colonie espagnole, l'île de Porto-Rico est passée sous contrôle des États-Unis en 1898. Depuis, le statut néocolonial est maintenu. Actuellement Porto-Rico n'est pas à part entière un des États-Unis mais est un «État libre associé aux États-Unis». Les 3,548 millions de Portoricains ont la nationalité américaine mais ne votent pas pour l'élection du président des États-Unis.

Si la situation institutionnelle est complexe, les chiffres de l'économie éclairent bien les choses : en 2013, le produit intérieur brut par habitant était de 28 500 \$ à Porto-Rico alors qu'il avoisinait 53 000 \$ aux États-Unis. La presse reportait début mai que dans la capitale San Juan, une grosse métropole d'environ 400 000 habitants, le nombre de travailleurs ayant un emploi avait baissé de 1,8 % de septembre 2013 à septembre 2014. Aux États-Unis, dans le même temps, les emplois, officiellement, avaient augmenté de 2 %.

La même tendance apparaît pour le salaire hebdomadaire moyen, de 603 \$ à San-Juan au dernier

trimestre 2014, en hausse de 1,3 % sur un an, alors que dans le même temps, aux États-Unis, une hausse de 2,9 % portait le salaire hebdomadaire moyen à 949 \$. Et les 77 autres municipalités de l'île ont aussi un salaire moyen inférieur à celui des États-Unis. Dans 31 d'entre elles, notamment dans l'ouest particulièrement pauvre, le salaire moyen est inférieur à 400 \$ par semaine. On peut citer la commune de Lares (314 \$) et Las Marias (306 \$). Les Iles vierges américaines, voisines, St Thomas, St Croix et St John, ont été «rachetées» au Danemark par les États-Unis en 1917, et ont un statut apparenté à celui de Porto-Rico. Le niveau de vie y est aussi inférieur à celui des États-Unis, avec un salaire hebdomadaire moyen de 714 \$. Les dépliants publicitaires des agences de voyage américaines vantent des îles enchanteuses aux longues plages de sable blanc, où il fait bon dépenser des dollars. La réalité quotidienne de la population pauvre de ces îles caraïbes n'a rien à voir avec cette image.

Élections générales au Guyana : peut-être la fin d'un règne, mais pas la fin d'un système

Le Guyana, situé à l'ouest du Surinam et de la Guyane, s'étend sur 215 000 km² pour une population de près de 750 000 habitants.

Principales ressources : bois, bauxite (aluminium), manganèse, or et diamants. Agriculture : riz, canne à sucre, café et agrumes. Le pays est l'un des plus pauvres de la région.

Des élections générales sont prévues au Guyana (ex- Guyane britannique) le 11 mai 2015. Elles doivent amener au renouvellement du président, et de l'Assemblée Nationale. De fait, le leader du parti qui remporte les élections devient président pour une durée de 5 ans. Les dernières élections ont eu lieu en 2011, et la mandature aurait dû se poursuivre jusqu'en 2016. Mais le président Donald Ramotar a dissout l'assemblée en novembre 2014, pour éviter un vote de défiance du parlement où son parti n'a pas la majorité absolue. L'Assemblée Nationale, composée de 65 membres, comprend 25 membres émanant de 10 circonscriptions géographiques, et 40 membres élus à la proportionnelle sur les listes présentées par les partis.

Depuis l'indépendance en 1966, le système est dominé par deux partis : le People's National Congress (PNC, Parti du congrès du peuple) et le People's Progressive Party (PPP, Parti progressiste du peuple). Le PNC est en fait issu d'une scission du PPP, sorte de parti travailliste s'appuyant à l'origine sur le mouvement syndical.

La composition de ces partis est essentiellement basée sur une

division ethnique : le PNC regroupe surtout les Afro-descendants, soit environ 40% de la population, tandis que le PPP rassemble un électorat originaire de l'Inde, qui représente près de 50% de la population totale. Cette division a été mise en place du temps de la colonisation britannique, et s'est poursuivie après l'indépendance.

De 1966 à 1992, c'est le PNC dirigé par Forbes Burnham qui a dirigé le pays, avec l'appui des gouvernements américain et britannique, qui craignaient la venue au pouvoir du PPP de Cheddi Jagan, considéré comme marxiste. La corruption était importante, c'est d'ailleurs pendant cette période, en 1978, que s'est déroulée la tragédie de l'empoisonnement collectif de la secte de Jim Jones, qui a entraîné la mort de plus de 900 personnes. Les liens entre cette secte et le pouvoir étaient patents.

En 1992, Cheddi Jagan, le vieux leader progressiste, a remporté les élections. Il a dirigé le pays jusqu'à sa mort en 1997. Depuis, son parti est resté au pouvoir pendant 23 ans consécutifs. Mais lors des élections de 2011, bien que sorti en tête, le PPP n'a pas eu la majorité absolue.

On est loin des idéaux proclamés du temps de Cheddi Jagan, et de nombreux scandales ont émaillé les mandatures successives du PPP.

Des manifestations se sont déroulées en janvier 2015, pour protester contre le président et sa politique. Un troisième parti, Alliance for Change, présent au parlement depuis 2006, qui a obtenu plus de 10% des voix en 2011, semble rompre avec la

logique de division ethnique qui est la marque des deux partis principaux. Une partie de la population s'est rendue compte que ces partis favorisaient l'élite de l'une ou l'autre des communautés dominantes, mais pas l'ensemble de la population. Cette évolution, si elle se confirme, est une bonne chose en soi. Il n'en reste pas moins que ce nouveau parti ne représente pas pour autant les intérêts de la population laborieuse du Guyana, mais cherche plutôt à écarter les traditionnels partis politiques et leurs appareils, pour accéder à son tour au pouvoir.

Le président Donald Ramotar a fait appel à des observateurs du Commonwealth pour selon lui garantir le caractère démocratique de la consultation électorale. Mais ses élans démocratiques ont leurs limites : il prévient déjà qu'il pense avoir encore la majorité des sièges, et être réélu président, mais que s'il n'a pas la majorité absolue, il n'hésitera pas à dissoudre de nouveau l'assemblée. Il se pourrait donc que ces élections ne soient qu'une étape.

Certains observateurs prévoient une possible victoire du parti d'opposition, le PNC, qui devrait s'allier à l'Alliance for Change pour gouverner.

Mais les travailleurs guyaniens n'ont pas grand-chose à espérer d'un tel changement. Il leur reste à s'organiser dans un parti qui représenterait réellement leurs intérêts.

Iles Vierges Britanniques : élections en vue

Les élections du parlement aux Iles Vierges Britanniques devraient avoir lieu autour du 30 juin. Comme prévu par la constitution de 2007, le gouverneur de ce Territoire Britannique d'Outre mer a dissout la chambre. Les élections doivent donc avoir lieu dans un délai de deux mois.

Cet archipel est situé au nord des Antilles, à l'est de Porto Rico. Il fait partie d'un ensemble plus vaste, incluant les Iles Vierges Américaines. Il comprend 4 îles principales, Tortola d'une dimension de 20km sur 5, Virgin Gorda, Anegada et Jost Van Dyke. La capitale Road Town se situe sur

l'île de Tortola, qui regroupe 23 500 des 28 000 habitants de l'archipel. 5 autres îles plus petites sont également habitées. 15 autres sont inhabitées, certaines étant possédées par des propriétaires privés.

Le statut des îles vierges britanniques (BVI= British Virgin Island- Iles Vierges Britanniques) est celui de «territoires d'Outre mer du Royaume Uni» (la Grande Bretagne). Ces anciennes colonies anglaises des Caraïbes ne sont pas indépendantes, elles demeurent sous contrôle de la Grande Bretagne. Elles bénéficient néanmoins d'une certaine

autonomie politique et législative. Elles sont une «démocratie parlementaire». Le chef du gouvernement est le Premier ministre, élu pas la chambre. Un gouverneur représente la reine d'Angleterre qui le nomme. Les élections fonctionnent selon un système de bipartisme. Deux partis dominent, le National Democratic Party, majoritaire en 2003 et 2011, et le Virgin Island Party, qui a remporté les élections en 1999 et 2007. L'alternance entre les deux est donc assez régulière.

Les BVI tirent leurs revenus du tourisme et des services

financiers. Il s'agit en effet d'un paradis fiscal. 51,8% des revenus du gouvernement viennent des taxes sur les compagnies «off shore» (étrangères). Le revenu moyen par habitant est de 42 300 dollars annuels et le revenu moyen des salariés est de 2 452 dollars mensuels. Mais ces chiffres cachent de grandes disparités de niveau de vie. 29% de la population sont considérés comme pauvres. L'immigration est importante : 50% des travailleurs ont des ascendants étrangers, ce qui les prive de la nationalité BVI.

Royaume Uni : suspense électoral mais résultat sans surprise!

Les élections législatives au Royaume Uni auront lieu le 7 mai. Selon les sondages, les deux partis qui dominent la vie politique, le Parti Conservateur mené par l'actuel Premier Ministre, David Cameron, et le Parti Travailliste mené par Ed Miliband, seraient au coude à coude. Mais que l'un ou l'autre obtienne la majorité au parlement, cela ne changera pas grand-chose à la politique anti ouvrière et anti immigrés menée dans le pays.

Les élections fonctionnent selon un scrutin majoritaire à un tour : le candidat en tête dans sa circonscription est élu, même si ce n'est qu'avec une voix d'avance. Il y a au total 650 circonscriptions, dont une cinquantaine seulement sont considérées comme indécises

et pourraient faire la différence. D'autres partis pourraient obtenir quelques députés et être l'enjeu d'alliances : entre autres le parti d'extrême droite UKIP, qui fait une campagne anti immigrés et anti européenne. Le parti nationaliste écossais, SNP, dont on a entendu parler lors du référendum sur l'indépendance de l'Écosse, les Verts.

Les deux partis dominants s'opposent principalement sur la présence du Royaume Uni dans l'Union Européenne. Les conservateurs y sont plutôt opposés et les travaillistes favorables. Mais en ce qui concerne l'immigration, ils sont d'accord : tous deux veulent interdire l'accès des immigrés européens aux prestations

sociales. L'actuel Premier ministre, Cameron, met en avant une relative prospérité de façade : un taux d'emploi de 73,2%, un taux de chômage de 5,7%, une croissance économique positive. Au Royaume Uni comme en France, la crise n'est pas pour les riches : la richesse des plus fortunés a augmenté de 15% en 2014, et a été multipliée par deux depuis le début de la crise. Ils ont reçu de beaux cadeaux de l'État : impôt sur les bénéfices réduit de 30 à 28% par le précédent gouvernement travailliste, puis à 20% par l'actuel gouvernement.

Au bas de l'échelle sociale, les recours aux banques alimentaires sont en augmentation exponentielle. Les emplois créés

dont se vante Cameron sont en grande majorité précaires, à temps partiel ou encore des contrats dits «zéro heure» c'est-à-dire sans horaire minimum garanti. Ou plus précaires encore : des emplois d'auto entrepreneurs, c'est-à-dire sans aucune garantie. Beaucoup d'emplois existants ont disparu au profit de la précarité. Le SMIC est plus bas qu'en France et le coût de la vie plus élevé. Les allocations sociales sont dérisoires. La population vit donc très mal et ne manifeste en général aucune confiance dans l'un ou l'autre des partis en compétition.

Dans ces élections, il n'y a pas d'enjeu pour le camp des pauvres.